

---

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 8 (1980)

DOI: 10.11588/fr.1980.0.50396

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

solennité du document l'exige, ses propres textes à calligraphier à d'autres. C'est dans ces deux voies là que nous dirige l'ouvrage magistral de D. Hägermann, voies nouvelles pour la diplomatie, qui appartiennent à l'histoire de l'écriture comme fait de civilisation.

Françoise GASPARRI, Paris

Legitimationskrisen des deutschen Adels 1200–1900. Publ. par P. U. HOHENDAHL und P. M. LÜTZELER, Stuttgart (Metzlersche Verlagsbuchhandlung) 1979, XVIII–336 p. (Literaturwissenschaft und Sozialwissenschaft, 11).

Les lecteurs s'intéressant aux destinées de la noblesse allemande trouveront là une série de dix-huit contributions d'une approche fort diversifiée. Une place un peu à part y revient à l'étude, très systématiquement sociologique, de J. H. KAUTSKY: elle affecte la double particularité de ne pas traiter du cas allemand et de proposer une typologie nobiliaire qui avoue ne s'appliquer exactement à aucune société historique. Et l'on peut effectivement penser que l'unanimité ne se fera guère sur le profil de «bête de proie» ici prêté à l'homme noble, réduit aux dimensions de la brutalité militaire, de l'exploitation économique et de l'oppression sexuelle (non sans évocation du mythique «jus primae noctis» donné comme l'une des normes sociales de base de l'Europe féodale . . .).

Avec beaucoup plus de nuances, la majeure partie des autres contributions procède d'une analyse littéraire. C'est dire que l'ouvrage traite moins de la réalité «objective» de la noblesse allemande, que de son image dans la littérature depuis Wolfram von Eschenbach jusqu'à Thomas Mann. Et au-delà même de l'objet socio-institutionnel de cette image, maintes pages – dont celles particulièrement brillantes de P. HELLER sur la «distinction» (Vornehmheit) nietzschéenne – élargissent le débat aux problèmes éthiques de l'aristocratie individuelle.

Parmi les contributions, nettement moins nombreuses, répondant le plus directement aux interrogations de l'historien, l'on ne manquera pas de remarquer l'étude, dense tant de réflexions que de précisions personnelles et statistiques, que R. VIERHAUS a consacrée à la noblesse allemande de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle.

Malgré leurs inspirations très différentes, la plupart des analyses proposées justifient le titre du livre, en soulignant le destin tiraillé d'un groupe social, qui – derrière une façade de formes hiérarchiques relativement stables – a dû sans cesse répondre à de nouveaux défis de l'histoire, en se trouvant de nouvelles «légitimations». Ainsi voit-on illustrer comment ses valeurs d'origine à dominante militaire ont notamment composé avec les modèles spirituels courtois ou humanistes, avec les exigences du service civil de l'État absolutiste et avec le conditionnement socio-économique du monde «bourgeois».

De ce dernier point de vue, le point crucial du livre nous a paru se rapporter au problème de la spécificité ou de la non-spécificité de la noblesse allemande comparativement aux autres noblesses européennes de l'ère post-révolutionnaire. L'opinion commune tend, on le sait, à admettre que l'Allemagne aurait alors connu une évolution notablement divergente de celle du reste de l'Occident. Cette thèse est ici battue en brèche par l'étude de G. N. IZENBERG («Die Aristokratisierung der bürgerlichen Kultur»), qui entend insister sur les formes d'osmose des valeurs et des milieux nobles et bourgeois dans l'ensemble des sociétés occidentales. Ce point de vue s'appuie parfois sur des arguments audacieux; quelle portée «sociale» peut-on vraiment reconnaître au mouvement politico-intellectuel (largement «petit-bourgeois» que fut l'Action française? . . . L'on confrontera cependant avec intérêt cette approche «révisionniste» avec les positions nuancées, mais sensiblement plus traditionnelles, soutenues par R. Vierhaus. La noblesse allemande a certes su s'adapter à certaines exigences techniques et intellectuelles de la société industrielle. «Darüber hinaus aber fand eine »Verbürgerlichung« doch kaum statt»

(p. 131). Elle continua à cultiver un exclusivisme social, signe d'un primat reconnu, pour l'essentiel, par la bourgeoisie, voire justifié par son intelligentsia, et qui lui permit de conserver jusqu'en 1848, et à un moindre degré jusqu'en 1918, un rôle politique excédant largement son assise numérique et socio-économique.

Jean-François NOËL, Nantes

Joseph R. STRAYER, *The Reign of Philip the Fair*, Princeton (Princeton University Press) 1980, XX-450 p.

Le large mouvement d'études que Robert Fawtier a suscité autour de Philippe le Bel porte maintenant ses fruits. Après le livre de Jean Favier, après le point de vue de Robert-Henri Bautier sur le roi de la fin du règne, après les recherches d'Elisabeth Brown sur l'enfance et l'adolescence, c'est aujourd'hui Joseph Strayer qui nous donne un livre important sur ce souverain mystérieux et controversé. Philippe le Bel n'a pas, en effet, laissé de déclarations ni de testament doctrinal. Il n'a pas bénéficié comme saint Louis ou Charles V de récits biographiques témoignant de ses attitudes et de son comportement. Nous en sommes réduits à deviner quelle a été la part du roi et de ses conseillers dans les actes du règne.

J. Strayer estime, pour sa part, et c'est peut-être la thèse la plus importante du livre, que Philippe le Bel a assumé personnellement la conduite de sa politique et que les Flote, les Nogaret ou les Marigny n'ont été que des exécuteurs privilégiés de cette politique. Il parvient à cette conclusion après avoir approfondi la nature de l'entourage royal et la part prise dans les affaires par les uns et par les autres, cette part n'allant jamais jusqu'à une véritable direction et demeurant au palier de l'exécution. J. Strayer note que, si le roi n'a probablement pas dicté mot à mot aux notaires de sa chancellerie les lettres qu'elle expédie, on constate du moins, tout au long du règne, une même volonté, une semblable argumentation et un ton identique. Dès 1289, le style de sa correspondance a acquis le ton sarcastique, percutant et toujours appuyé sur les arguments légaux qui se maintiendra durant vingt-cinq années. Or, à cette date, Nogaret n'est encore qu'un obscur juriste de province.

L'auteur, situant d'abord Philippe le Bel au sein de sa famille, confirme ce point de vue. Ni sa femme, la reine Jeanne de Champagne-Navarre, ni ses enfants ni ses frères n'ont réellement joué un rôle politique. J. Strayer étudie ensuite l'entourage royal, les conseillers et les officiers dont les noms apparaissent dans l'administration et dans les missions, ce qui lui paraît confirmer encore son sentiment. Le roi surveille et guide l'activité du garde de son sceau, auquel il écrit ou donne des ordres de bouche. Il contrôle et dirige le travail quotidien du gouvernement du royaume. C'est lui qui répartit les tâches entre les conseillers. Il se réserve la possibilité d'intervenir à tout moment dans les affaires (p. 24). Philippe, en outre, entend être informé. Il convoque des officiers avant d'agir et il est exceptionnel que des décisions soient prises sans examen préalable. Cependant sa volonté, écrit J. Strayer, est peut-être plus puissante que son intelligence et il lui arrive d'être conditionné par la très grande intensité de sa foi chrétienne ou par le très haut niveau où il situe la couronne de France (p. 34).

Certains des conseillers de Philippe le Bel ont obtenu des promotions tellement rapides qu'il faut admettre que le roi est intervenu personnellement pour les décider. C'est le cas de Pierre Flote, des frères Guidi, de Guillaume de Nogaret et d'Enguerran de Marigny. J. Strayer note que Philippe le Bel répugne à choisir ses principaux agents au sein des anciennes familles de l'Ile-de-France qui avaient assisté ses prédécesseurs. Flote vient du Dauphiné; Biche et Mouche sont italiens; Nogaret est languedocien, Aycelin auvergnat et Marigny normand (p. 43). Ces semi-étrangers, ces hommes provenant de terres soumises moins d'un siècle auparavant, paraissent au roi plus dociles dans l'exécution de ses ordres que des membres de familles accointées à l'exercice